



Quatorzième session

Point 6 de l'ordre du jour

COOPERATION INTERNATIONALE EN MATIERE DE REGULARISATION
ET D'UTILISATION DES EAUX

Rapport préparé par le Secrétaire général en application de la
résolution 346 (XII) du Conseil

Rectificatif

Page 41

Remplacer le paragraphe 64 par le texte suivant :

"64. Le premier organisme intergouvernemental qui s'est occupé du cours inférieur du Danube ou de la partie du Danube accessible aux navires de haute mer est la Commission européenne du Danube, créée par le Traité de paix signé à Paris en 1919. Après la première guerre mondiale, une Conférence tenue à Paris a adopté, le 23 juillet 1921, une convention fixant le statut définitif du Danube, prorogeant la Commission européenne du Danube et créant une Commission internationale du Danube, composée de représentants des Etats riverains et de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Italie, et dont la compétence devait s'étendre à la partie du Danube accessible aux bateaux de rivière. Il convient également de mentionner la Commission technique permanente du régime des eaux du Danube, créée par le Traité de Trianon de 1920; sa composition et ses fonctions ont fait l'objet d'une convention signée à Paris en 1923. Cette Commission était chargée de maintenir et d'améliorer le caractère uniforme du régime des eaux du Danube, en accordant une attention particulière au déboisement et au reboisement, ainsi

qu'au maintien du service hydrométrique et du service d'information sur les inondations. Après la deuxième guerre mondiale, une convention sur le régime de la navigation du Danube a été signée le 18 août 1948 lors d'une conférence réunie à Belgrade et composée des représentants de la Bulgarie, de la Hongrie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie. Outre les Etats susmentionnés, les Etats suivants ont participé à la conférence, mais n'ont pas signé la convention: Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni. L'Autriche était représentée par un observateur. La convention stipule que le régime ainsi établi doit être applicable à la partie navigable du Danube comprise entre Ulm et la Mer Noire et que, sauf en ce qui concerne le trafic entre les ports d'un même Etat, la navigation du Danube sera libre et ouverte aux ressortissants, aux navires de commerce et aux marchandises de tous les Etats en pleine égalité quant aux droits de port et de navigation et aux conditions régissant le trafic des navires marchands. En outre, la convention a institué une Commission danubienne composée des représentants des Etats suivants : Bulgarie, Hongrie, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie. Un représentant de l'Autriche doit être admis au sein de la Commission après la conclusion du Traité de paix avec l'Autriche. En vertu des dispositions de la convention, la Commission danubienne est chargée de dresser un plan de grands travaux pour améliorer la navigation et d'établir un système uniforme d'administration des voies navigables pour toute la partie navigable du Danube."

Page 41

Supprimer les notes 36 et 37 qui figurent au bas de la page 41.
